

## La Roche-sur-Yon - Pour la CGT, un « mal-être » dans les services de la Ville

Quotidien Ouest-France, mardi 22 décembre 2020, 589 mots

Au service de l'Éducation, à l'accueil, l'état civil ou dans les Ehpad : le syndicat évoque des agents « en souffrance » dans plusieurs services. La Ville répond.

Le 14 décembre, des agents du service de l'Éducation, à la mairie de La Roche-sur-Yon, ont fait grève, à l'appel des syndicats Sud et CGT. « **Il y a eu 82 % de grévistes sur le plateau administratif, soit une vingtaine de personnes** », assure Benoît Jamonneau, secrétaire général CGT des territoriaux de la Ville, l'agglomération et du CCAS. Cause du conflit : l'absence, pas encore remplacée depuis juin, de la directrice de ce service. Le 17 décembre, les syndicats sont reçus, notamment par le maire.

Mais pas de quoi calmer la CGT, qui dénonce « **un mal-être généralisé** » au sein des services de la Ville, et des « **agents en souffrance** », martèle Philippe Parpaillon, autre représentant de la CGT.

« Il faut qu'on pose des préavis pour être écoutés »

Particulièrement à « **flux tendu** » et « **sous pression** », selon le syndicat, l'Éducation donc, mais aussi le personnel des Ehpad, de l'état civil – où la responsable est en arrêt depuis plusieurs mois -, et les agents d'accueil de la mairie. Dans ce dernier service, un préavis de grève avait été déposé pour le 29 octobre dernier. « **Il y a beaucoup de rotations d'agents. Ils ont été en première ligne pendant le Covid, en recevant jusqu'à 1 500 appels par jour pour les déchetteries, par exemple.** »

Cette grève n'a finalement pas eu lieu : la Ville aurait apporté lors d'une rencontre quelques jours avant la date annoncée, la garantie d'effectifs stables. Mais la CGT ne décolère pas : « **Il faut qu'on en arrive à des préavis de grève pour être écoutés. Cela a été la même chose, en octobre, pour demander la titularisation d'agents d'accueil périscolaire...** »

Ce qui pêche, pour ces syndicalistes ? La gouvernance, d'abord. « **Il n'y a que quatre directeurs généraux des services adjoints. Ils ne peuvent pas tout voir et du coup, la tension est grande sur les cadres.** » La direction des sports, tout juste pourvue, était aussi vacante depuis la rentrée. La CGT tacle aussi « **l'écoute** », elle qui attend encore son traditionnel rendez-vous de « **rentrée sociale** » avec le maire.

« Je suis prête à les écouter, mais ils ne viennent pas »

Contactée, l'élue chargée du personnel, Sylvie Durand, rétorque : « **Je suis prête à les écouter, mais ils ne viennent pas.** » La CGT décline effectivement les rencontres mensuelles avec l'élue « **tant qu'on n'aura pas été reçus par le maire** », explique Benoît Jamonneau.

« **Son agenda était chargé et le confinement s'est greffé dessus** », répond l'adjointe, pour laquelle la CGT « **joue sur le contexte sanitaire pour agiter un drapeau rouge, et je le regrette. Que les agents se sentent fatigués, on le comprend avec le contexte, mais il n'y a pas de situation de mal-être plus qu'ailleurs** ».

Concernant la direction de l'Éducation, elle évoque « **une année compliquée, où il a fallu tout réorganiser dans les écoles avec la mise en place des règles sanitaires** ». Et admet « **l'urgence, dont on est bien conscients. Mais le remplacement n'est pas chose facile. Un candidat pressenti s'est désisté. Nous allons faire appel à un cabinet de recrutement, ce qui est inhabituel à cette étape** ».

Au sein du service de l'accueil, Sylvie Durand explique que « **plusieurs personnes sont parties à la retraite. Toute réorganisation se fait progressivement** ». Même appel à la patience pour la direction de deux Ehpad, assurée pour l'instant à mi-temps. « **Il faut nous laisser le temps de procéder correctement aux recrutements.** »

Clémence HOLLEVILLE.



Benoît Jamonneau et Philippe Parpaillon, de la CGT. © Ouest-France